

• *Opposition/Interview Coalition nationale pour le changement*

« LA GESTION CLANIQUE DE L'ÉTAT DISCRÉDITE L'EMBELLIE DE LA CROISSANCE »

Jean Enoc Bah, président de la Coalition nationale pour le changement (CNC), tire à boulets rouges sur l'action gouvernementale et donne le ton pour les prochaines législatives, municipales et régionales.

Marchés Africains : *Pour les prochaines législatives, aurez-vous des candidats dans toutes les communes du pays ? Possédez-vous un trésor de guerre financier pour mener à bien ces batailles politiques à venir ?*

Jean Enoc Bah : Si nous décidons d'aller à ces élections, c'est-à-dire les législatives mais aussi les municipales et régionales, ce n'est pas pour faire de la figuration. La CNC est aujourd'hui la seconde force politique en termes d'alliance politique en Côte d'Ivoire après le RHDP. Effectivement, nous comptons occuper tout le terrain. Nous avons des hommes, nous avons des arguments pour convaincre, et nous avons aussi les moyens de notre politique. La CNC aujourd'hui, dans sa nouvelle configuration, incarne un véritable espoir vu que ses animateurs principaux restent des cadres attachés à la cause nationale.

Depuis que le président Alassane Ouattara est au pouvoir, l'économie a repris vigueur. La robustesse du PIB est soutenue par des travaux d'infrastructures, la consommation des ménages et le retour des investisseurs. Dans votre rôle d'opposition, comptez-vous accompagner cette embellie, faire des propositions ou vous positionner dans une critique idéologique ?

Première précision : il ne faut pas confondre le PIB (produit intérieur brut) et le RNB (revenu national brut). Si l'on définit le PIB comme étant la valeur totale de la production de la richesse effectuée par les agents économiques résidant à l'intérieur d'un pays (ménages, entreprises, administrations...), sa variation d'une période à l'autre mesure le taux de la croissance économique du pays en question. Il diffère du revenu national brut (RNB) qui ajoute au PIB les entrées nettes de revenus en provenance de l'étranger (revenus de facteurs provenant du reste du monde diminués des revenus de facteurs payés au reste du monde).

Enfin, le PIB par habitant mesure la moyenne du niveau de vie, sinon du pouvoir d'achat de chaque habitant.

Deuxième précision : selon le rapport publié en août 2015 par le leader mondial de l'assurance-crédit Coface sur le risque en Côte d'Ivoire, la croissance du PIB ivoirien sous le régime Ouattara est la suivante : en 2012, elle est de 9,8, en 2013 de 8,1, en 2014 de 8,2 et en 2015 de 7,7. Vous voyez, malgré l'annulation en 2012 de la dette supplémentaire de la Côte d'Ivoire dans le cadre des initiatives PPTE et IADM, mais aussi la hausse prolongée du cours du cacao (+ 25 % entre août 2013 et août 2015) qui devrait booster l'activité économique du pays, la croissance du PIB est en nette régression si le gouvernement ne falsifie pas les chiffres.

Troisième précision : selon la Banque mondiale, un Ivoirien sur deux vit en dessous du seuil de pauvreté. Le taux de pauvreté avoisine les 48,9 %, avec un revenu par habitant de 532,797 FCFA (1 dollar). En 2014, la Côte d'Ivoire est classée par l'ONU au 171^e rang sur

187 selon l'Indice de développement humain. Et enfin, quatrième précision : si performance économique il y a, elle profite aux multinationales occidentales qui ont soutenu d'une manière ou d'une autre l'arrivée au pouvoir du régime Ouattara. Les ponts et autoroutes à péage, les hôtels 8 étoiles, etc., sont au profit des étrangers et ne profitent pas aux Ivoiriens.

Comment analysez-vous l'investissement du gouvernement sur les questions sociales, avec près de 2 000 milliards de FCFA consacrés à la lutte contre la pauvreté sur un budget 2016 fixé à 5 873 milliards ?

La question du chômage, de la cherté de la vie et de l'accès aux services sociaux de base contrastent bien souvent avec les chiffres flatteurs affichés par le gouvernement. Aujourd'hui encore, les Ivoiriens continuent de vivre avec un seul repas par jour. Si le président Alassane Ouattara a su rassurer les pays voisins et ses amis bailleurs de fonds, cela n'est pas le cas en direction de la population ivoirienne. Le problème de la réconciliation, de la transparence dans la gestion des affaires de l'État en vue de lutter contre la corruption, et enfin de la gestion clanique au sommet de l'État discrédite cette embellie de la croissance du PIB à laquelle vous faites allusion. Enfin, il ne s'agit pas pour l'opposition d'accompagner le pouvoir ni de lui faire des propositions. Le président Alassane Ouattara a fait des promesses électorales, il doit les respecter. Quant à nous, nous continuerons de critiquer si sa gestion est mauvaise. Nous avons notre idée claire de la gestion des affaires de l'État. Nous entendons les cris de nos concitoyens. Nous allons bientôt leur proposer un nouveau contrat social et apporter le changement tant souhaité par la majorité des Ivoiriens. C'est notre raison d'exister.

Propos recueillis par Christian Lapeyre



Jean Enoc Bah,
président de la
Coalition nationale
pour le changement
(CNC).